




RENDU EXECUTOIRE LE

12 JAN. 2023

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

DGAS  
Service des Etablissements  
39 rue de Beaulieu  
86034 POITIERS CEDEX

Envoyé en préfecture le 29/12/2022  
Reçu en préfecture le 29/12/2022  
Publié le   
ID : 086-228600011-20221227-23\_A\_SE\_0029-AR

**ARRETE N° 2023-A-DGAS-DA-SE-0029**du **27 DEC. 2022**

Portant fixation pour l'année 2023  
du tarif hébergement pour les bénéficiaires de  
l'aide sociale à l'EHPAD "Résidence d'Or" de  
MONTMORILLON géré par la SA ORPEA

**LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,**

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU l'arrêté du Président du Conseil Général de la Vienne du 20 décembre 2004  
portant habilitation partielle de l'EHPAD "Résidence d'Or" à Montmorillon à accueillir des  
bénéficiaires de l'aide sociale ;

VU la convention n° 2004-012-DISS-ETAB relative à l'habilitation partielle de  
l'EHPAD "Résidence d'Or" à Montmorillon à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale à  
l'hébergement conclue le 12 janvier 2005 complétant l'arrêté susvisé ;

VU la délibération du Conseil Départemental du 16 décembre 2022 relative au  
budget départemental primitif 2023 ;

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

**ARRETE :**


**ARTICLE 1 :** La prestation relative à l'hébergement des personnes âgées,  
remboursable à l'EHPAD "Résidence d'Or" à Montmorillon pour les bénéficiaires de l'aide  
sociale départementale est fixée, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, à :

**54,00 € par jour**

**ARTICLE 2 :** Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé  
auprès du Président du Conseil Départemental dans le délai franc d'un mois à compter de sa  
notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le  
site internet du Département lavienne86.fr pour les autres personnes.

Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal  
Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel  
de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX, dans un délai franc d'un mois  
à compter de la réception de la réponse de l'administration au recours gracieux, ou à  
l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux par  
l'administration, en l'absence de réponse de sa part.

.../...

Envoyé en préfecture le 29/12/2022
Reçu en préfecture le 29/12/2022
Publié le 
ID : 086-228600011-20221227-23_A_SE_0029-AR

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc d'un mois à compter de sa date de notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département [laviennne86.fr](http://laviennne86.fr) pour les autres personnes, auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX.

**ARTICLE 3 :** Le Directeur Général des Services Départementaux, la Directrice Générale Adjointe des Solidarités, le gestionnaire, la Direction de l'Etablissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'établissement et publié sur le site internet du Département de la Vienne en vertu de l'ordonnance du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales.

Fait à POITIERS, le 27 DEC. 2022

Le Président du Conseil Départemental



Alain PICHON